

santé, alimentation

INVESTIR DANS LA PRÉVENTION EST UNE PRIORITÉ ÉCOLOGIQUE !

Avec son propre budget (12M€) et service, la délégation santé/alimentation impulse une nouvelle politique que nous avons voulue en 2010. **En effet, les impacts de l'environnement et de l'alimentation sur la santé ne sont plus à prouver, nombre d'études scientifiques l'ont fait.**

La Région ne peut seule influencer sur les comportements alimentaires des habitants. **En revanche, elle a la responsabilité des cantines des lycées et donc, de la qualité des repas des adolescents.**

Travailler sur la restauration scolaire est d'autant plus fondamental que la question des approvisionnements permet de traiter également des sujets qui nous sont chers :

l'agriculture locale de qualité (les agriculteurs peuvent se fédérer autour d'un projet commun de territoire), les circuits courts et la proximité de production, les produits frais de saison, arrivés à maturité et le développement de l'emploi local.

Nous aimerions aussi engager fortement notre région vers la désindustrialisation de l'élevage (il s'agit tout autant de la question de la condition animale que de ce que nous mangeons à travers la viande et les produits carnés et laitiers).

Le changement des habitudes alimentaires est donc un enjeu majeur pour nous tous, acteurs publics, parents d'élèves, professionnels de l'éducation et de la santé.



ALIMENTATION/RESTAURATION PUBLIQUE : MIEUX MANGER !

La construction d'un service public régional de restauration des lycées constitue un enjeu stratégique pour notre collectivité :

- tant par l'importance du public concerné (**85 000 lycéens** inscrits à la demi-pension ou à l'internat sur l'ensemble du territoire),
- que par son **impact économique**, notamment sur les filières agricoles et agro-alimentaires régionales (**26 M d'euros de denrées alimentaires achetées chaque année par les lycées, 11 M de repas servis par an aux lycéens, 75 000 repas par jour**),
- ainsi que par ses enjeux de **santé publique parfaitement identifiés (cancer, maladies cardio-vasculaires et diabète) et de développement durable.**

Service public de proximité par excellence, la restauration lycéenne doit répondre à des enjeux :

- **d'amélioration de la qualité**, par une **politique éducative au « savoir bien manger »** et la lutte contre les gaspillages.
- de **réduction des inégalités sociales par une politique tarifaire adaptée**. Nous travaillons également à l'harmonisation nécessaire des tarifs entre établissements, jusqu'à aujourd'hui très inégalitaires.

Notre région est concernée par l'alimentation méditerranéenne, marqueur fort de notre identité régionale (inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO) et saluée pour ses vertus nutritives et diététiques, mais celle-ci est hélas trop peu valorisée dans nos restaurants.

Les jeunes sont associés à la réflexion sur des modes de restauration rapides et de qualité. Grâce à cette sensibilisation, on peut espérer faire évoluer les pratiques vers une consommation plus citoyenne.

De plus en plus de collectivités introduisent des produits bio dans leur services de restauration et cherchent à relocaliser leur alimentation (Mouans-Sartoux, le Thor, Correns...). Elles se sentent souvent isolées devant l'ampleur de la tâche. **Le club des territoires « Un + Bio »** répond à ce besoin d'agir ensemble. Il est le premier club national des territoires engagés vers des systèmes alimentaires écologiques. Nous avons tenu à ce que PACA soit parmi les collectivités fondatrices. C'est la première Région à s'engager ainsi, sur ce sujet, aux côtés de plus petites collectivités.

André ASCHIERI
 Vice-Président
 Foncier / Logement / Habitat



Sophie CAMARD
 Co-présidente du groupe
 Présidente Commission Emploi,
 Dvpt économique,
 Enseign. sup. et Innovation



Colette CHARRIAU
 Déléguée Logement / Habitat



Philippe CHESNEAU
 Délégué auprès du Président
 pour le Dvpt Economie responsable



Annick DELHAYE
 Vice-Présidente
 Développement soutenable
 Environn./ Energie / Climat



Christian DESPLATS
 Co-président du groupe
 Membre Commission lycées,
 patrimoine, investissements régionaux



Joëlle FAGUER
 Déléguée Solidarité Internationale



Hervé GUERRERA
 Délégué Schéma Régional
 d'Aménagement et de
 Développement durable du Territoire
 (SRADDT)



Anne-Marie HAUTANT
 Vice-Présidente
 Santé / Alimentation



Annabelle JAEGER
 Déléguée biodiversité
 Présidente de l'ARPE (Agence
 Régionale pour l'Environnement)



Philippe MUSSI
 Membre Commission d'Appels
 d'Offres (CAO)



Alain NICOLAS
 Membre commissions
 Développement soutenable
 Environnement/Energie/Climat
 et Europe/Euro-régions



Michèle RUBIROLA-BLANC
 Membre Commission
 Sport, jeunesse et vie associative



Jacques OLIVIER
 Président Commission Agriculture/
 Forêt/Mer/Pêche/Littoral



Jean-Yves PETIT
 Vice-Président
 Transports / Eco-mobilité



Christine SANDEL
 Déléguée Protection Littoral
 et Milieux marins



Aïcha SIF
 Présidente Commission Culture,
 Patrimoine culturel et Tourisme



Docteur Pierre SOUVET
 Secrétaire général de l'Observatoire
 Régional de la Santé (ORS)
 Membre commission santé/solidarités



Laurence VICHNIEVSKY
 Membre commission transports



ACCÈS POUR TOUS AUX SERVICES DE SANTÉ : LES MAISONS RÉGIONALES DE LA SANTÉ (MRS)

La Région a développé une politique volontariste dans le domaine de la santé, pour la défense d'un modèle social et le soutien des services publics.

Nous voulions donner une ambition nouvelle à cette politique, contribuer à l'égalité d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire régional et encourager les pratiques innovantes en matière de parcours de soins. Pour ce faire, a été voté en 2011, le cadre d'intervention « Maisons Régionales de la Santé ». Il vise à combattre les déserts médicaux, aussi bien ruraux, urbains, que péri-urbains. Il soutient des projets d'accès aux soins et à la prévention pour tous, consolide et développe une offre de soins médicaux et paramédicaux de proximité, assure une meilleure coopération entre les professionnels de santé. Ces projets émergent des besoins du terrain. 30 projets ont déjà vu le jour.

RENFORCER LA PREVENTION !

Nous soutenons prioritairement des actions d'information, d'éducation et d'accompagnement relatives aux problématiques de santé destinées aux jeunes, sur les axes :

- lutte contre le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles (MST) par des actions d'informations et de prévention menées particulièrement auprès des jeunes,
- prévention des addictions,
- prévention, détection et accompagnement de la souffrance psychique et de ses diverses conséquences (suicide...),
- éducation à la santé par un soutien à des dispositifs d'accueil, de prévention et d'information, voire d'accompagnement vers l'accès aux soins pour les plus démunis,
- éducation nutritionnelle et notamment la « mal-nutrition » (équilibre et hygiène alimentaires), ainsi que les épiceries sociales.



CONTRACEPTION DES JEUNES : LE PASS SANTÉ +

Sous l'impulsion d'A.-M. Hautant, notre vice-présidente santé/alimentation et de G. Lenfant (élue PS), la Région PACA a lancé en 2013 son pass-contraception.

« pass santé + » est un dispositif destiné à faciliter l'accès à la contraception des jeunes gens, alors que notre région se distingue malheureusement par son taux d'avortements record en France métropolitaine.

Ce pass se présente sous la forme d'un chéquier de coupons et permettra à tous les jeunes de 16 à 25 ans de la région, de façon anonyme et gratuite, d'acheter des contraceptifs pendant un an, d'accéder à des consultations médicales, dont une portant sur la prévention, et à des analyses biologiques.

« On a 23000 IVG par an sur notre région, dont un quart concerne des femmes qui se sont déjà fait avorter et les deux tiers des personnes sous contraceptifs », déclare Anne-Marie Hautant. L'accès à l'information sur le bon usage de la contraception est donc crucial. Les jeunes gens qui résident en milieu rural font également partie du cœur de cible du « pass santé+ ».

Plus de 1600 chéquiers ont été délivrés à ce jour. Voir toutes les informations sur le site <http://generation.regionpaca.fr/>

2013-2015, ce qu'il nous reste à faire...

Il reste beaucoup à faire sur ces politiques déjà engagées, tant les résistances au sein de l'institution régionale et à l'extérieur, nous ont empêché d'avancer comme nous le souhaitions. Cela est d'autant plus regrettable que les enjeux sont fondamentaux et reconnus par les citoyens. Nous allons cependant également travailler :

- sur la promotion et la valorisation du métier de cuisinier dans la restauration collective
- à préparer les jeunes à l'autonomie et la responsabilité en matière de choix alimentaires, d'achats et de cuisine « maison » de qualité
- au lancement d'une étude Afterre 2050 (diagnostic et préconisations pour réduire par 4 d'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture et de l'élevage). Etude sur l'autonomie alimentaire de la région.
- renforcer les dispositifs de lutte contre tous les gaspillages (alimentaires et énergétiques)



Pour une agriculture, économiquement viable, socialement juste et productrice d'un environnement de qualité

Avant 2004, il manquait une vision globale écologique dans la politique agricole. Les écologistes, et plus particulièrement Jacques Olivier, ont marqué de leur sceau la politique agricole de la Région en disant non aux OGM en plein champ dès 2004, en mettant en place une action « cantine bio » dès 2005 dans les lycées, en soutenant les 1^{ères} assises de la bio en 2006 et le plan cadre régional de développement de l'agriculture biologique.

3^{ème} région productrice de produits agricoles bios (longtemps 1^{ère}, elle a été moteur en France)

Un amendement que nous avons déposé en 2011 a permis d'introduire l'objectif de 30% d'agriculture biologique en PACA d'ici 2020.

Pour la conservation et la valorisation des anciennes variétés cultivées

Sous l'impulsion de Marie Tarbouriech (décédée début 2013), la Région a travaillé sur la structuration d'un réseau régional des ressources génétiques sur les diverses filières agricoles (céréales, espèces fruitières, légumières, fourragères, chèvre du Rove...).

Préservation et reconquête des terres agricoles

La situation est très grave et l'enjeu vital pour notre alimentation. En France, en matière de terres agricoles, l'équivalent de la superficie d'un département disparaît tous les 7 ans.

Dans notre région, 3000 ha de terres agricoles disparaissent chaque année. A ce rythme, en 2030, l'agriculture aura totalement disparu de nos zones périurbaines, alors même qu'elles produisent 75% de la richesse agricole de la région.

Une course contre la montre est engagée. Nous apportons notre contribution en aidant par exemple les communes et les intercommunalités qui le souhaitent à acquérir du foncier agricole pour le mettre en exploitation, soit en le confiant à des agriculteurs, soit en l'exploitant elles-mêmes...

Groupe EELV / Partit occitan

Conseil régional PACA

Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde
13481 Marseille Cedex 20

Tél : 04 91 57 50 72 Fax : 04 91 57 50 89

Secrétariat : Annick Chaussy-Lejeune
alejeune_chaussy@regionpaca.fr

Coordinateur Thomas DJIAN

04 88 73 62 83

tdjian@regionpaca.fr

Chargé de mission Marc SENDRA

06 22 19 47 76

mendra@regionpaca.fr

Communication Emma CHAMARD

06 03 48 47 54

echamard@regionpaca.fr

Ecrire aux élu-e-s initiale.prenom+nom@regionpaca.fr